

Si le titulaire de la fonction de management n'est pas d'accord avec la fonction adéquate qui lui est proposée par le service compétent de l'Agence, il peut faire appel à l'arbitrage du Service public fédéral Personnel et Organisation.

CHAPITRE VII. — *Du renouvellement du mandat*

Art. 25. Si le titulaire d'une fonction de management pose sa candidature pour la même fonction au sein de l'Agence et s'il a reçu la mention finale « très bon », les organes visés à l'article 8, alinéa 2, lui donnent un nouveau mandat conformément à l'article 9.

Par dérogation aux dispositions des Sections II et III du Chapitre III, il est réputé dans ce cas avoir satisfait à la sélection comparative visée à l'article 4, sans qu'une nouvelle procédure de sélection ne doive être organisée.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 26. Pour la première désignation des titulaires d'une fonction de management -1, les années prestées au moins en qualité de titulaire d'un grade de rang 13 sont prises en considération pour le calcul des six ans d'expérience de management visés à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2.

Jusqu'à la désignation du titulaire de la fonction de management -1 concerné, l'administrateur délégué le remplace.

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 28. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 décembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,

Mme M. AELVOET

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

Zo de houder van de managementfunctie niet akkoord gaat met de hem door de bevoegde dienst van het Agentschap aangeboden passende functie, kan hij een beroep doen op de bemiddeling van de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie.

HOOFDSTUK VII. — *Hernieuwing van het mandaat*

Art. 25. Indien de houder van een managementfunctie zich kandidaat stelt voor dezelfde functie binnen het Agentschap en hij bij zijn evalueerend de vermelding « zeer goed » heeft gekregen, geven de organen, bedoeld in artikel 8, tweede lid, hem een nieuw mandaat overeenkomstig artikel 9.

In afwijking van de bepalingen van Hoofdstuk III, Afdelingen II en III, wordt hij in dit geval geacht voldaan te hebben aan de in artikel 4 vermelde vergelijkende selectie, zonder dat een nieuwe selectieprocedure moet worden georganiseerd.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 26. Bij de eerste aanstelling van de houders van een managementfunctie -1, worden de jaren gepresteerd als titularis van een graad van rang 13 in aanmerking genomen voor de berekening van de zes jaar managementervaring bedoeld in artikel 5, § 1, tweede lid.

Zolang de betrokken houder van een managementfunctie -1 niet is aangesteld, vervangt de gedelegeerd bestuurder hem.

Art. 27. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 28. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 december 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,

Mevr. M. AELVOET

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

F. 2001 — 3572

[C — 2001/01121]

26 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté royal autorisant l'Université libre de Bruxelles et l'Université Gent à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour suivre l'état vital des personnes qui ont collaboré à des enquêtes précédentes portant sur la relation entre le stress au travail, l'absentéisme au travail et les maladies cardio-vasculaires

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser l'Université libre de Bruxelles et l'Université Gent à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour les besoins d'une activité de recherche intitulée "relation entre le stress au travail, l'absentéisme au travail et les maladies cardio-vasculaires" (étude BELSTRESS).

Le fondement légal de l'arrêté en projet est constitué par l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'Unité d'épidémiologie et de Prévention des Affections cardio-vasculaires instituée au sein du laboratoire d'Epidémiologie et de Médecine Sociale de l'Université libre de Bruxelles est plus particulièrement chargée, conjointement avec l'Unité "Epidémiologie en Prévention Gezondheidskunde" instituée au sein du "Vakgroep Maatschappelijke Gezondheidskunde" de l'Université Gent, de l'exécution de cette activité de recherche.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2001 — 3572

[C — 2001/01121]

26 SEPTEMBER 2001. — Koninklijk besluit waarbij de "Université libre de Bruxelles" en de Universiteit Gent gemachtigd worden mededeling te verkrijgen van bepaalde informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen om de levenstoestand te volgen van de personen die meegewerkt hebben aan vorige onderzoeken betreffende de relatie tussen stress op het werk, werkverzuim en hart- en vaatziekten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de "Université libre de Bruxelles" en de Universiteit Gent te machtigen om mededeling te verkrijgen van bepaalde informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen, ten behoeve van een onderzoeksactiviteit genaamd "relatie tussen stress op het werk, werkverzuim en hart- en vaatziekten" (BELSTRESS studie).

De rechtsgrond van het besluit wordt gevormd door artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De "Unité d'épidémiologie et de Prévention des Affections cardio-vasculaires" die opgericht is binnen het "Laboratoire d'Epidémiologie et de Médecine Sociale" van de "Université libre de Bruxelles" is, samen met de Eenheid Epidemiologie en Preventie Gezondheidskunde, die opgericht is binnen de Vakgroep Maatschappelijke Gezondheidskunde van de Universiteit Gent, in het bijzonder belast met de uitvoering van deze onderzoeksactiviteit.

Il s'agit d'une étude longitudinale dans le domaine de l'épidémiologie et de la prévention des affections cardio-vasculaires dont il convient d'assurer un suivi dans le temps au moyen des informations du Registre national dont la communication est sollicitée.

Cette étude intitulée "Relation entre le stress au travail, l'absentéisme au travail et les maladies cardio-vasculaires" (BELSTRESS), peut être décrite brièvement comme suit.

L'étude tend à vérifier l'association entre les variables des échelles de KARASEK, qui mesurent la perception du stress au travail, et l'incidence de l'infarctus du myocarde fatal et non-fatal, ceci indépendamment de l'âge, du taux de cholestérol sérique total, du taux de HDL-cholestérol, du taux de fibrinogène, des habitudes tabagiques, de la pression artérielle et de l'indice de masse corporelle.

Les variables ont été enregistrées entre 1995 et 1998, parmi les volontaires âgés entre 35 et 59 ans, recrutés dans 20 entreprises et institutions différentes :

1° en ce qui concerne l'Université libre de Bruxelles, 10 014 sujets ont été vus;

2° en ce qui concerne l'Université Gent, 11 405 sujets ont été vus.

Les résultats de cette collecte d'informations doivent être comparés à l'état vital actuel des personnes qui ont été soumises à l'étude dont question.

Dans la mesure où elles sont encore en vie, les personnes ayant participé aux enquêtes précédentes seront interrogées sur l'évolution de leur état de santé, plus précisément sur l'apparition éventuelle dans leur chef d'une maladie cardio-vasculaire.

Si les personnes qui ont participé aux enquêtes précédentes décèdent, les responsables de l'étude et le médecin traitant, ou celui qui a constaté le décès, collaboreront, dans le cadre du secret médical partagé, afin d'acquiescer une certitude quant à la cause cardio-vasculaire du décès. Ces médecins seront contactés par lettre et éventuellement téléphoniquement à l'initiative des Instituts de recherche concernés. Les informations obtenues seront associées aux données initiales de l'enquête par un numéro d'identification spécifique et il n'existera pas de base de données nominales concernant les causes de décès.

Les instruments d'interrogation qui seront utilisés lors des enquêtes, l'information écrite adressée aux personnes interrogées préalablement à l'enquête ainsi que les lettres adressées aux médecins qui auront constaté le décès ou qui avaient ces patients sous traitement seront, conformément à l'article 1^{er}, dernier alinéa, du projet d'arrêté, tenus à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée par les responsables de la recherche.

Afin de mener à bien leurs travaux, les deux unités de recherche concernées sollicitent la communication des informations énumérées à l'article 3, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre, l'article 4 de l'arrêté en projet précise, en ce qui concerne la conservation des informations du Registre national, que celles-ci ne peuvent être conservées que pour un temps limité : en ce qui concerne les personnes décédées, pour la seule période qui s'avère nécessaire afin de mettre l'information ayant trait au lieu et à la date du décès en relation avec les données à caractère scientifique de l'enquête, et en ce qui concerne les autres personnes, pour la période qui s'avère utile afin de les contacter en vue de leur envoyer un questionnaire.

Conformément à l'article 6, alinéa 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre, l'article 4 de l'arrêté en projet précise, en ce qui concerne la conservation des informations du Registre national, que celles-ci ne peuvent être conservées que pour un temps limité : en ce qui concerne les personnes décédées, pour la seule période qui s'avère nécessaire afin de mettre l'information ayant trait au lieu et à la date du décès en relation avec les données à caractère scientifique de l'enquête, et en ce qui concerne les autres personnes, pour la période qui s'avère utile afin de les contacter en vue de leur envoyer un questionnaire.

La disposition précitée stipule en outre que les informations obtenues du Registre national doivent être effacées ou détruites au plus tard le 30 septembre 2002.

Het gaat om een longitudinale studie op het gebied van de epidemiologie en de preventie van hart- en vaatziekten, die in de tijd gevolgd moet worden door middel van de informatiegegevens uit het Rijksregister waarvan de mededeling gevraagd wordt.

Deze studie met als opschrift "Relatie tussen stress op het werk, werkverzuim en hart- en vaatziekten" (BELSTRESS) kan in het kort als volgt omschreven worden :

De studie strekt ertoe het verband te onderzoeken tussen de KARASEK-variabelen, die de perceptie van jobstress meten, en de incidentie van fataal en niet-fataal myocardinfarct, onafhankelijk van leeftijd, totaal cholesterol, serum HDL-cholesterol, fibrinogeen, rookgewoonten, bloeddruk en body mass index.

Deze variabelen werden gemeten tussen 1995 en 1998, bij vrijwilligers die tussen 35 en 59 jaar oud waren, en die geworven werden in 20 verschillende ondernemingen en instellingen :

1° wat de "Université libre de Bruxelles" betreft, werden 10 014 personen gezien;

2° wat de Universiteit Gent betreft, werden er 11 405 personen gezien.

De resultaten van deze verzamelde informatie moeten vergeleken worden met de huidige levensstoestand van de personen die onderworpen werden aan de studie waarvan sprake.

De personen die deelgenomen hebben aan het vorige onderzoek en die nog in leven zijn, zullen ondervraagd worden over de evolutie van hun gezondheidstoestand, in het bijzonder over het eventuele uitbreken van een hart- en vaatziekte.

Wanneer de personen die deelgenomen hebben aan het vorige onderzoek, overlijden, zullen de verantwoordelijken van de studie en de behandelende geneesheer, of de geneesheer die het overlijden vastgesteld heeft, samenwerken, in het kader van het gedeelde beroepsgeheim, teneinde zekerheid te krijgen wat betreft de cardio-vasculaire oorzaak van het overlijden. Deze geneesheren zullen per brief en eventueel telefonisch gecontacteerd worden, op initiatief van de betrokken onderzoeksinstituten. De verkregen informatiegegevens zullen in verband gebracht worden met de oorspronkelijke gegevens van het onderzoek door een specifiek identificatienummer en er zal geen nominale gegevensbank bestaan over de oorzaak van overlijden.

De ondervragingsinstrumenten die gebruikt zullen worden bij de onderzoeken en de schriftelijke informatie die opgestuurd wordt aan de personen die vóór het onderzoek ondervraagd zijn, evenals de brieven gericht aan de geneesheren die het overlijden vastgesteld hebben of die deze patiënten behandelden, zullen door de onderzoeksverantwoordelijken, overeenkomstig artikel 1, laatste lid, van het ontwerp van besluit, ter beschikking gehouden worden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Om hun werkzaamheden tot een goed einde te brengen, vragen de twee betrokken onderzoekseenheden de mededeling van de informatiegegevens die opgesomd worden in artikel 3, eerste lid, 1° (naam en voornamen), 5° (hoofdverblijfplaats) en 6° (plaats en datum van overlijden), van de voormelde wet van 8 augustus 1983. Deze informatiegegevens blijken onontbeerlijk te zijn om zich te vergewissen van de levensstoestand van de personen die deelgenomen hebben aan de vorige onderzoeken, en om zich te richten tot die personen die niet meer bereikt zouden kunnen worden in de onderneming waar zij werkten tijdens de aanvang van de studie.

Overeenkomstig artikel 6, eerste lid, 3° van het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn, preciseert artikel 4 van het ontworpen besluit, wat de bewaring van de informatiegegevens van het Rijksregister betreft, dat die slechts voor een beperkte tijd bewaard mogen worden : wat de overleden personen betreft, uitsluitend gedurende de periode die nodig blijkt om de informatie in verband met de plaats en datum van het overlijden in verband te brengen met de gegevens van wetenschappelijke aard van het onderzoek, en wat de andere personen betreft, gedurende de periode die nodig blijkt om contact met hen op te nemen om hen een vragenlijst op te sturen.

In de voormelde bepaling wordt bovendien vastgelegd dat de informatiegegevens die verkregen zijn uit het Rijksregister, ten laatste op 30 september 2002 uitgewist of vernietigd moeten worden.

Le Gouvernement s'est assuré que les précautions nécessaires ont été prises afin de garantir la protection de la vie privée des personnes auxquelles les informations qui seront obtenues du Registre national se rapportent :

1° il apparaît que la demande de communication d'informations du Registre national satisfait aux conditions fixées par l'arrêté royal du 3 avril 1995 précité, en ceci notamment que :

- le Ministre de la Politique scientifique a reconnu l'intérêt scientifique de la recherche en date du 14 juillet 1998;
- l'Université libre de Bruxelles et l'"Universiteit Gent" sont dotées de la personnalité juridique;
- l'Unité d'Epidémiologie et de Médecine sociale et l'Unité du "Vakgroep Maatschappelijke Gezondheidskunde" disposent du personnel et du matériel nécessaires;
- il ne sera pas fait appel à la sous-traitance;
- les unités de recherche susmentionnées ont pris l'engagement de se soumettre au contrôle qui sera organisé tant par le Ministre de l'Intérieur que par la Commission de la protection de la vie privée;
- seules des informations à caractère anonyme seront diffusées;
- le personnel responsable de l'exécution du projet de recherche est soumis au respect des règles de déontologie médicale (en particulier le secret médical);
- deux fichiers distincts seront tenus : un fichier contenant les données mentionnées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° (nom et prénoms) et 5° (résidence principale), de la loi susvisée du 8 août 1983 et un autre fichier contenant les données à caractère scientifique de l'enquête.

L'Université libre de Bruxelles et l'"Universiteit Gent" possèdent également des fichiers comprenant les noms, les adresses et les numéros de série des sujets ayant participé précédemment de manière volontaire à l'enquête.

Seuls les promoteurs du projet ainsi que les collaborateurs des unités de recherche spécialement désignés à cet effet auront accès à ces fichiers. La liste des noms et adresses des sujets ayant précédemment participé à l'enquête sera transmise aux services du Registre national, qui corrigeront cette liste en fonction des modifications intervenues entre-temps. Un questionnaire comprenant des questions standardisées sur l'état de santé des participants sera envoyé à l'adresse actuelle de ceux-ci. Le questionnaire ne comprendra qu'un numéro de série. Les réponses à ce questionnaire pourront être mises en relation avec les données à caractère scientifique de l'enquête au moyen de ce numéro de série. Le fichier original du Registre national sera ensuite détruit.

Les fichiers contenant les informations nominatives, notamment les informations retournées par le Registre national, et exclusivement celles-ci, seront traitées et conservées sur un ordinateur personnel non connecté à un réseau, ni Internet, ni Intranet. Les fichiers contenant les informations scientifiques anonymes seront traités et conservés indépendamment sur les machines "mainframe" du Centre de Calcul de l'Université Libre de Bruxelles, lesquelles sont connectées aux réseaux internes et externes avec des protections d'accès adéquates.

Les informations codées sur le statut vital des personnes seront transmises anonymement sur les machines "mainframe", le lien étant établi via une clé numérique.

Le logiciel utilisé pour les analyses et certains traitements de fichiers sera le "Statistical Package for Social Science (SPSS)".

Les manipulations de fichiers sont réalisées par des logiciels développés en fonction des besoins en langage C ou autre compilateur voisin.

2° Le préambule du projet d'arrêté royal réfère expressément aux dispositions légales et réglementaires énumérées ci-après :

- Les articles 4, 5 et 7 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;
- La Recommandation du Conseil de l'Europe n° R (83) 10 du 23 septembre 1983 relative à la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins de recherche scientifique et de statistiques, notamment les points 3.1 et 3.2. de son annexe.

De Regering heeft zich ervan vergewist dat de nodige voorzorgsmaatregelen getroffen zijn om de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de personen op wie de informatiegegevens die verkregen zijn uit het Rijksregister betrekking hebben, te waarborgen :

1° de aanvraag tot mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister blijkt te voldoen aan de voorwaarden die bepaald zijn door het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995, namelijk :

- de Minister van Wetenschapsbeleid heeft het wetenschappelijke belang van het onderzoek erkend op 14 juli 1998;
- de "Université libre de Bruxelles" en de Universiteit Gent beschikken over de rechtspersoonlijkheid;
- de "Unité d'Epidémiologie et de Médecine Sociale" en de Eenheid van de Vakgroep Maatschappelijke Gezondheidskunde beschikken over het nodige personeel en materieel;
- er zal geen gebruik gemaakt worden van onderaanneming;
- de voormelde onderzoekseenheden hebben zich ertoe verbonden zich te onderwerpen aan de controle die georganiseerd zal worden door zowel het Ministerie van Binnenlandse Zaken als de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;
- er zal alleen informatie van anonieme aard verspreid worden;
- het personeel dat verantwoordelijk is voor de uitvoering van het onderzoeksproject is onderworpen aan de naleving van de regels inzake medische deontologie (in het bijzonder het medisch geheim);
- er worden twee afzonderlijke bestanden bijgehouden : een bestand met de gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° (naam en voornamen) en 5° (hoofdverblijfplaats), van de voormelde wet van 8 augustus 1983, en een ander bestand met de gegevens van wetenschappelijke aard.

De "Université libre de Bruxelles" en de Universiteit Gent bezitten tevens bestanden met de namen, de adressen en de serienummers van de personen die vroeger op vrijwillige wijze deelgenomen hebben aan het onderzoek.

Alleen de promotors van het onderzoek en de medewerkers van de onderzoekseenheden die speciaal daartoe aangewezen zijn, zullen toegang hebben tot die bestanden. De lijst van de namen en adressen van de personen die vroeger deelgenomen hebben aan het onderzoek, zal bezorgd worden aan de diensten van het Rijksregister, die deze lijst zullen verbeteren op basis van de wijzigingen die inmiddels plaatsvonden. Er zal een vragenlijst met de standaardvragen over de gezondheidstoestand van de deelnemers opgestuurd worden naar het huidige adres van die deelnemers. De vragenlijst zal uitsluitend een serienummer bevatten. De antwoorden op deze vragenlijst zullen in verband gebracht kunnen worden met de gegevens van wetenschappelijke aard van het onderzoek door middel van dit serienummer. Het originele bestand van het Rijksregister zal vervolgens vernietigd worden.

De bestanden die de informatiegegevens met de naam bevatten, in het bijzonder de informatiegegevens die teruggestuurd worden door het Rijksregister, en uitsluitend die, worden verwerkt en bewaard op een personal computer die niet aangesloten is op een netwerk, Internet of Intranet. De bestanden die de anonieme wetenschappelijke informatiegegevens bevatten, worden onafhankelijk verwerkt en bewaard op de "mainframe" machines van het "Centre de Calcul" van de "Université libre de Bruxelles", die aangesloten zijn op de interne en externe netwerken met gepaste toegangsbeveiligingen.

De gecodeerde informatiegegevens over de levenstoestand van de personen worden anoniem bezorgd op de "mainframe" machines, waarbij het verband vastgesteld wordt via een numerieke sleutel.

De software die gebruikt wordt voor de analyses en bepaalde verwerkingen van bestanden, zal "Statistical Package for Social Science (SPSS)" zijn.

De manipulaties van bestanden gebeuren door software die ontwikkeld is op basis van de behoeften in taal C of een gelijkaardige compiler.

2° De aanhef van het ontwerp van koninklijk besluit verwijst uitdrukkelijk naar de wettelijke en reglementaire bepalingen die hieronder opgesomd worden :

- de artikelen 4, 5 en 7 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;
- de Aanbeveling nr. R (83) 10 van 23 september 1983 van de Raad van Europa betreffende de bescherming van persoonsgegevens bestemd voor wetenschappelijk onderzoek en statistiek, inzonderheid op de punten 3.1 en 3.2 van de bijlage ervan.

Cette énumération appelle les commentaires ci-après :

- l'article 4 de la susdite loi du 8 décembre 1992 et le point 3.1. de la Recommandation susvisée du Conseil de l'Europe imposent l'obligation d'informer les personnes interrogées sur les promoteurs de l'enquête ainsi que sur la nature de celle-ci, sur les finalités qu'elle poursuit et sur les modalités selon lesquelles les informations recueillies seront traitées;

- l'article 5 de la susdite loi du 8 décembre 1992 précitée dispose que des données à caractère personnel ne peuvent être traitées que pour des finalités déterminées et légitimes. Ces données doivent être adéquates, pertinentes et non excessives par rapport à ces finalités;

- l'article 7 de la loi précitée du 8 décembre 1992 dispose que les données médicales à caractère personnel ne peuvent être traitées que sous la surveillance et la responsabilité d'un praticien de l'art de guérir.

Tel sera en effet le cas : le traitement des données sera effectué sous la responsabilité respectivement du directeur du Laboratoire d'Epidémiologie et de Médecine sociale de l'Université libre de Bruxelles et du Président du "Vakgroep Maatschappelijke Gezondheidskunde" de l'Université Gent.

Chacune de ces dispositions tend à garantir la protection de la vie privée des personnes auxquelles se rapportent les informations collectées.

Les personnes autorisées à accéder aux informations du registre national souscrivent une déclaration aux termes de laquelle elles s'engagent à respecter la sécurité et la confidentialité de ces informations.

En application de l'article 5, alinéa 2, b), de la loi précitée du 8 août 1983, la demande de l'Université libre de Bruxelles et de l'Université Gent a été soumise à l'avis de la Commission de la protection de la vie privée. Cet avis, émis le 24 novembre 1999, est favorable.

La Commission de la protection de la vie privée demande, premièrement, que les organismes de recherche informent les personnes concernées sur le fait que la participation à l'enquête en question est entièrement libre et ne leur causera aucun préjudice. La Commission souhaite en outre que cette information ne soit pas seulement fournie lors de l'interrogation des personnes encore en vie mais également lors de l'interrogation des médecins qui ont constaté le décès des personnes déjà décédées. Il a été tenu compte de la remarque de la Commission à l'article 2 du projet d'arrêté royal.

La Commission estime ensuite que les ressources techniques mises en œuvre pour l'exécution de l'activité de recherche, plus spécialement la nature du matériel et du logiciel utilisés, ainsi que la mesure dans laquelle ils sont sécurisés doivent être davantage explicitées. Les renseignements complémentaires, communiqués par les Centres de recherche concernés, ont été intégrés dans le présent projet de rapport au Roi.

Enfin, concernant le caractère confidentiel des informations obtenues en communication du Registre national, les membres du personnel associé à l'enquête ont signé une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à respecter les règles de déontologie. Ces déclarations ont été transmises au Ministère de l'Intérieur.

Le projet d'arrêté a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Cependant, dans son avis du 12 mars 2001, ce Haut Collège estime que le projet d'arrêté royal ne revêt pas un caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er} des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et ne doit, dès lors, pas faire l'objet d'un avis de la section de législation.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
Ch. PICQUE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Deze opsomming vereist de volgende toelichting :

- artikel 4 van de voormelde wet van 8 december 1992 en punt 3.1 van de voormelde Aanbeveling van de Raad van Europa leggen de verplichting op om de ondervraagde personen te informeren over de promotoren van het onderzoek, de aard van dat onderzoek, de doelstellingen ervan en de wijze waarop de verkregen informatiegegevens verwerkt zullen worden;

- artikel 5 van de voormelde wet van 8 december 1992 bepaalt dat persoonsgegevens slechts mogen worden verwerkt voor duidelijk omschreven en wettige doeleinden. Deze gegevens dienen, uitgaande van die doeleinden, toereikend, ter zake dienend en niet overmatig te zijn;

- artikel 7 van de voormelde wet van 8 december 1992 bepaalt dat de medische persoonsgegevens uitsluitend onder het toezicht en de verantwoordelijkheid van een beoefenaar van de geneeskunst mogen worden verwerkt.

Dit zal inderdaad het geval zijn : de gegevensverwerking zal gebeuren onder de verantwoordelijkheid van respectievelijk de directeur van het "Laboratoire d'Epidémiologie et de Médecine sociale" van de "Université libre de Bruxelles" en de Voorzitter van de Vakgroep Maatschappelijke Gezondheidskunde van de Universiteit Gent.

Elk van deze bepalingen strekt ertoe de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de personen op wie de verzamelde informatiegegevens betrekking hebben, te waarborgen.

De personen die gemachtigd zijn toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister, ondertekenen een verklaring volgens welke zij zich ertoe verbinden de veiligheid en de vertrouwelijkheid van die informatiegegevens na te leven.

Krachtens artikel 5, tweede lid, b) van de voormelde wet van 8 augustus 1983, werd de aanvraag van de "Université libre de Bruxelles" en van de Universiteit Gent onderworpen aan het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Dit advies, dat uitgebracht werd op 24 november 1999, is gunstig.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer vraagt in de eerste plaats dat de onderzoeksinstellingen de betrokken personen op de hoogte zouden brengen van het feit dat de deelname aan de enquête waarvan sprake volledig vrijblijvend is en hen geen enkele schade zal berokkenen. De Commissie wenst bovendien dat deze informatie niet alleen gegeven wordt tijdens de ondervraging van de personen die nog in leven zijn, maar ook tijdens de ondervraging van de geneesheren die het overlijden van de reeds overleden personen hebben vastgesteld. Er werd rekening gehouden met de opmerking van de Commissie in artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit.

De Commissie vindt vervolgens dat de technische hulpmiddelen die aangewend worden voor de uitvoering van de onderzoeksactiviteit, meer bepaald de aard van het gebruikte materieel en de gebruikte software, evenals de mate waarin zij beveiligd zijn, meer uitdrukkelijk geformuleerd moeten zijn. De bijkomende inlichtingen die meegedeeld worden door de betrokken Onderzoekscentra, werden geïntegreerd in dit ontwerp van verslag aan de Koning.

Wat ten slotte het vertrouwelijke karakter van de verkregen informatiegegevens van het Rijksregister betreft, hebben de leden van het personeel dat betrokken is bij de enquête, een verklaring ondertekend waarin zij zich ertoe verbinden de regels van de deontologie na te leven. Deze verklaringen werden bezorgd aan het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Het ontwerp van koninklijk besluit werd voorgelegd aan het advies van de Raad van State. Nochtans oordeelt dat Hoge College dat het ontwerp van koninklijk besluit niet van verordenende aard is zoals bedoeld in artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, en derhalve niet voor advies moet worden voorgelegd aan de afdeling wetgeving.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Ch. PICQUE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

**Avis N° 31/1999 du 24 novembre 1999
de la Commission de la Protection de la Vie Privée**

Projet d'arrêté royal autorisant l'Université libre de Bruxelles et l'Université Gent à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour suivre l'état vital des personnes qui ont collaboré à des enquêtes précédentes portant sur la relation entre le stress au travail, l'absentéisme au travail et les maladies cardio-vasculaires

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, en particulier l'article 5;

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Intérieur du 7 octobre 1999;

Vu le rapport de M. F. Robben;

Emet, le 24 novembre 1999, l'avis suivant :

I. Objet de la demande d'avis

1. Le projet d'arrêté royal soumis à l'avis de la Commission de la protection de la vie privée vise à autoriser le Laboratoire d'Epidémiologie et de Médecine sociale de l'Université Libre de Bruxelles et le Vakgroep Maatschappelijke Gezondheidszorg de l'Université Gent à recevoir communication du nom, des prénoms, de la résidence principale, ainsi que des éventuels lieu et date de décès de 21 419 personnes au total, en vue de la réalisation d'une enquête portant sur la relation entre le stress au travail, l'absentéisme au travail et les maladies cardio-vasculaires. Durant la période entre 1995 et 1998, les 21 419 personnes concernées avaient volontairement collaboré à une phase antérieure de l'enquête, après une campagne de recrutement menée auprès de vingt entreprises et institutions. Les informations obtenues du Registre national devraient avant tout permettre aux centres d'enquête précités de vérifier lesquelles des 21 419 personnes sont décédées entre temps. Dans ce cas, ils vérifieront auprès du médecin qui a constaté le décès et du médecin traitant de la personne concernée si le décès est dû à une maladie cardio-vasculaire. Dans le cas des personnes encore en vie, les données du Registre national devraient permettre aux organismes chargés de l'enquête de prendre contact avec les personnes afin de les interroger sur l'évolution de leur état de santé et sur l'éventuelle apparition d'une maladie cardio-vasculaire.

II. Examen du projet d'arrêté royal

A. Base légale

2. L'article 5, alinéa 2, b) dispose que le Roi, après avis de la Commission de la Protection de la Vie privée, peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, autoriser la communication, à des organismes de droit belge qui remplissent des missions d'intérêt général et qu'il désigne nominativement, d'informations du Registre national pour l'exécution d'activités scientifiques, de recherches et d'étude. Les organismes concernés ne peuvent disposer des informations visées que pendant le temps nécessaire à l'exécution de ces travaux et uniquement dans ce but.

En exécution de cette disposition, le Roi a fixé par arrêté royal du 3 avril 1995 les conditions que les organismes concernés doivent remplir afin d'obtenir communication de données. Dans le rapport au Roi de l'arrêté royal soumis à l'avis de la Commission, le gouvernement déclare s'être assuré que la demande remplissait les conditions fixées à l'arrêté royal du 3 avril 1995. Ainsi, il est signalé qu'il ne sera pas fait appel à la sous-traitance, que les unités d'enquête se sont engagées à se soumettre au contrôle organisé par le Ministère de l'Intérieur et la Commission, que les informations en provenance du Registre national seront enregistrées dans un fichier séparé, que les informations ne seront diffusées que sous une forme anonyme et que le Ministre de la politique scientifique a reconnu l'intérêt scientifique de cette enquête. Toutefois, les pièces transmises ne fournissent pour ainsi dire aucune information relative aux moyens techniques qui seront mis en œuvre en vue de l'exécution des travaux d'enquête, bien que l'article 1^{er}, 2^o de l'arrêté royal du 3 avril 1995 exige de vérifier l'efficacité de ces moyens. Naturellement, il est déterminant du point de vue de la protection de la vie privée de connaître les informations concernant la nature du hardware et des logiciels utilisés, de savoir dans quelle mesure ceux-ci sont sécurisés et si les enregistrements se font ou non dans un réseau ouvert. Les pièces n'indiquent toutefois pas que, comme prévu à

Advies nr. 31/1999 van 24 november 1999 van de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer

Ontwerp van koninklijk besluit waarbij de "Université libre de Bruxelles" en de Universiteit Gent gemachtigd worden mededeling te verkrijgen van bepaalde informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen om de levenstoestand te volgen van de personen die meegewerkt hebben aan vorige onderzoeken betreffende de relatie tussen stress op het werk, werkverzuim en hart- en vaatziekten

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 29;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid artikel 5;

Gelet op de adviesaanvraag van de Minister van Binnenlandse Zaken d.d. 7 oktober 1999 :

Gelet op het verslag van dhr. F. Robben;

Brengt op 24 november 1999 het volgende advies uit :

I. Voorwerp van de adviesaanvraag

1. Het ontwerp van koninklijk besluit dat aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ter advies wordt voorgelegd, heeft tot doel het Laboratoire d'Epidémiologie et de Médecine sociale van de Université Libre de Bruxelles en de Vakgroep Maatschappelijke Gezondheidszorg van de Universiteit Gent te machtigen om mededeling te verkrijgen van de naam en voornamen, de hoofdverblijfplaats en de eventuele plaats en datum van overlijden van in totaal 21 419 personen, met het oog op het uitvoeren van een onderzoek betreffende relatie tussen stress op het werk, werkverzuim en hart- en vaatziekten. De 21 419 betrokken personen hebben in de periode tussen 1995 en 1998 reeds als vrijwilliger meegewerkt aan een vorige fase van het onderzoek, na een wervingscampagne bij 20 ondernemingen en instellingen. De informatie verkregen van het Rijksregister moet de hogervermelde onderzoekscentra vooreerst toelaten om na te gaan welke van de 21 419 personen inmiddels zouden overleden zijn; in dat geval zal bij de arts die het overlijden heeft vastgesteld en de behandelende arts van de betrokkene worden nagegaan of het overlijden te wijten is aan een hart- of vaatziekte. Voor de nog levende personen, moeten de informatiegegevens afkomstig van het Rijksregister de onderzoeksinstellingen in de mogelijkheid stellen de personen te contacteren om hen te ondervragen over de evolutie van hun gezondheidstoestand en over het eventueel uitbreken van een hart- of vaatziekte.

II. Onderzoek van het ontwerp van koninklijk besluit

A. Wettelijke basis

2. Artikel 5, tweede lid, b) stelt dat de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, aan instellingen van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervullen en die hij nominatief aanwijst, mededeling kan verlenen van informatiegegevens opgeslagen in het Rijksregister voor de uitvoering van wetenschappelijke, navorsings- of onderzoekswerkzaamheden. De betrokken instellingen mogen slechts over de bedoelde gegevens beschikken gedurende de tijd nodig voor de uitvoering van die werkzaamheden, en ze enkel gebruiken voor dat doel.

In uitvoering van deze bepaling, heeft de Koning bij koninklijk besluit van 3 april 1995 de voorwaarden vastgesteld waaraan de betrokken instellingen moeten voldoen om mededeling van informatiegegevens te bekomen. In het verslag aan de Koning bij het ontwerp van koninklijk besluit dat aan de Commissie ter advies wordt voorgelegd, stelt de Regering zich ervan vergewist te hebben dat de aanvraag voldoet aan de voorwaarden gesteld bij het koninklijk besluit van 3 april 1995. Zo wordt aangegeven dat geen gebruik gemaakt zal worden van onderaanneming, dat de onderzoekseenheden zich ertoe verbonden hebben zich te onderwerpen aan de controle georganiseerd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken en de Commissie, dat de informatiegegevens afkomstig van het Rijksregister in een afzonderlijk bestand zullen worden opgeslagen, dat de informatie enkel in anonieme vorm zal verspreid worden en dat de Minister van Wetenschapsbeleid het wetenschappelijk belang van het onderzoek erkend heeft. In de meegedeelde stukken wordt evenwel omzeggens geen informatie verstrekt omtrent de technische middelen die zullen worden ingezet voor de uitvoering van de onderzoekswerkzaamheden, hoewel artikel 1, 2^o van het koninklijk besluit van 3 april 1995 vereist dat wordt nagegaan of deze middelen afdoende zijn. Informatie over de aard van de gebruikte hard- en software, de mate waarin die beveiligd is en al dan niet in een open netwerk is opgenomen, is uiteraard zeer bepalend

l'article 1^{er}, 3° de l'arrêté royal du 3 avril 1995, les contrats d'engagement du personnel concerné par l'enquête prévoient des dispositions qui obligent ce personnel à respecter l'éthique professionnelle, et, plus précisément, tout ce qui a trait au caractère confidentiel des informations en provenance du Registre national, et il n'est pas davantage stipulé que chaque membre du personnel concerné a signé une déclaration par laquelle il s'engage à appliquer ces règles. La Commission estime qu'une référence générale au fait que les personnes concernées sont soumises à des règles de déontologie médicale ne suffit pas à remplir la condition posée à l'article 1^{er}, 3° de l'arrêté royal du 3 avril 1995.

La Commission invite le Gouvernement à s'assurer expressément que les conditions mentionnées à l'article 1^{er}, 2° et 3° de l'arrêté royal du 3 avril 1995 sont remplies, et ce avant de communiquer les informations émanant du Registre national, et de le confirmer dans le Rapport au Roi.

B. Examen des articles

3. L'article 1^{er} accorde à l'Université libre de Bruxelles, ainsi qu'à l'Université Gent l'autorisation de recevoir communication du nom, des prénoms, de la résidence principale et des date et lieu de décès de 21 419 personnes au total, et ce dans le cadre de travaux d'enquête portant sur la relation entre le stress au travail, l'absentéisme au travail et les maladies cardio-vasculaires. Il est établi expressément que les données concernées ne peuvent être utilisées que pour vérifier si les personnes concernées sont décédées ou non des suites d'une maladie cardio-vasculaire et pour interroger les personnes encore en vie sur l'évolution de leur état de santé et sur l'éventuelle apparition d'une maladie cardio-vasculaire. Les moyens d'interrogation utilisés et les lettres transmises aux personnes encore en vie ou aux médecins ayant constaté le décès des personnes décédées doivent être mises à la disposition de la Commission par le responsable de l'enquête.

La Commission constate que, grâce à ces précisions, la finalité de la communication des données est clairement décrite et les données communiquées apparaissent proportionnelles à cette finalité.

4. L'article 2 oblige les organismes d'enquête à informer les personnes encore en vie, par écrit et avant le début de l'enquête, de la nature précise de celle-ci, de la dénomination de l'organisme pour lequel l'enquête est effectuée, des finalités de l'enquête, des modalités de traitement des informations recueillies, du délai de conservation des données et de leur anonymisation.

La Commission propose de soumettre les organismes d'enquête également à l'obligation d'informer les personnes concernées du fait que la participation à cette enquête est purement volontaire et ne leur portera aucun préjudice. Il est en outre souhaitable que ces informations ne soient pas exclusivement fournies par l'interrogation de personnes encore en vie, mais également par l'interrogation des médecins ayant constaté le décès des personnes déjà décédées.

5. L'article 3 dispose que la communication des informations du Registre national est faite aux Recteurs des organismes d'enquête et que les Recteurs doivent désigner, nommément et par écrit, parmi les membres du personnel de leurs organismes respectifs, les personnes autorisées à faire usage de ces informations pour les finalités mentionnées supra.

La Commission n'a aucune remarque à formuler au sujet de cette disposition.

6. L'article 4 dispose que le nom, les prénoms et la résidence principale, obtenus auprès du Registre national, ne peuvent être conservés, en ce qui concerne les personnes décédées, que durant le temps nécessaire pour mettre l'information ayant trait au lieu et à la date du décès en relation avec les données à caractère scientifique de l'enquête. Quant aux autres personnes, les données en question ne peuvent être conservées que durant le temps nécessaire pour les contacter en vue de leur transmettre la liste des questions. Dans tous les cas, toutes les données obtenues en communication du Registre national doivent être détruites au plus tard le 30 septembre 2002. Entre temps, les données ne peuvent être communiquées à des tiers.

pour de la protection de la personnelle levenssfeer. Evenmin blijkt uit de stukken dat, zoals voorzien in artikel 1, 3° van het koninklijk besluit van 3 april 1995, in de arbeidsovereenkomsten van het personeel dat bij het onderzoek betrokken is, bepalingen zijn opgenomen die het betrokken personeel verplicht de beroepsdeontologie in acht te nemen, meer bepaald wat het vertrouwelijke karakter van de door het Rijksregister meegedeelde informatie betreft, dan wel of elk betrokken personeelslid een verklaring heeft ondertekend waarbij het zich ertoe verbindt deze regels na te leven. Een algemene verwijzing naar het feit dat de betrokkenen onderworpen zijn aan de regels inzake de medische deontologie geeft volgens de Commissie geen voldoende uitvoering aan de voorwaarde gesteld in artikel 1, 3° van het koninklijk besluit van 3 april 1995.

De Commissie verzoekt de Regering zich ervan uitdrukkelijk te vergewissen of voldaan is aan de voorwaarden vermeld in artikel 1, 2° en 3° van het koninklijk besluit van 3 april 1995 alvorens de informatiegegevens afkomstig uit het Rijksregister mee te delen, en hieromtrent een bevestiging op te nemen in het verslag aan de Koning.

B. Artikelsgewijs onderzoek

3. Artikel 1 verleent aan de Université libre de Bruxelles en de Universiteit Gent een machtiging om m.b.t. in totaal 21 419 personen de naam, de voornamen, de hoofdverblijfsplaats en de plaats en datum van overlijden te verkrijgen in het kader van een onderzoeksactiviteit betreffende de relatie tussen stress op het werk, werkverzuim en hart- en vaatziekten. Er wordt uitdrukkelijk bepaald dat de betrokken gegevens enkel mogen worden gebruikt om na te gaan of de betrokken personen al dan niet overleden zijn ten gevolge van een hart- of vaatziekte en om de nog levende personen te ondervragen over de evolutie van hun gezondheidstoestand en het eventueel uitbreken van een hart- of vaatziekte. De gebruikte ondervragingsinstrumenten en de brieven die worden overgemaakt aan de nog levende personen of aan de geneesheren die het overlijden hebben vastgesteld van de overleden personen dienen door de verantwoordelijke van het onderzoek ter beschikking te worden gehouden van de Commissie.

De Commissie stelt vast dat hiermee het doel van de mededeling van de gegevens duidelijk is omschreven en de meegedeelde gegevens evenredig zijn met dat doel.

4. Artikel 2 verplicht de onderzoeksinstellingen om de nog in leven zijnde personen voor de aanvang van het onderzoek schriftelijk op de hoogte te brengen van de precieze aard ervan, van de naam van de onderzoekinstelling waarvoor het onderzoek wordt uitgevoerd, van de doelstellingen ervan, van de wijze waarop de verkregen informatie zal worden verwerkt, van de termijn van bewaring van de gegevens en van het feit dat de informatie enkel onder anonieme vorm publiek zal worden gemaakt.

De Commissie stelt voor dat de onderzoeksinstellingen ook de verplichting wordt opgelegd om de betrokkenen te informeren over het feit dat de deelname aan dit onderzoek louter vrijwillig is en hun geen enkel nadeel zal berokkenen. Bovendien is het wenselijk dat deze informatie niet alleen wordt verstrekt bij de ondervraging van de nog levende personen, maar eveneens bij de ondervraging van de geneesheren die het overlijden van de reeds overleden personen hebben vastgesteld.

5. Artikel 3 stelt dat de mededeling van de gegevens uit het Rijksregister geschiedt aan de Rectoren van de onderzoeksinstellingen, en dat de Rectoren onder de personeelsleden van hun respectieve onderzoeksinstellingen schriftelijk en nominatief de personen moeten aanduiden die mogen gebruik maken van deze gegevens voor de hoger vermelde doeleinden.

De Commissie heeft geen bemerkingen bij deze bepaling.

6. Artikel 4 stelt dat de naam, de voornamen en de hoofdverblijfsplaats die verkregen zijn van het Rijksregister voor wat betreft de overleden personen slechts mag bewaard worden gedurende de tijd die nodig is om de informatie betreffende de plaats en de datum van het overlijden in verband te brengen met de gegevens van wetenschappelijke aard van het onderzoek. Voor wat betreft de andere personen mogen de betrokken gegevens enkel bewaard worden gedurende de tijd die nodig is om contact op te nemen om de vragenlijst op te sturen. In elk geval moeten alle gegevens verkregen van het Rijksregister uiterlijk op 30 september 2002 vernietigd zijn. Intussen mogen de gegevens niet meegedeeld worden aan derden.

La Commission n'a aucune remarque à formuler au sujet de cette disposition.

Par ces motifs,

Sous réserve des remarques formulées supra, en particulier aux points 3 et 4, la Commission émet un avis favorable.

Le secrétaire,
(signé) B. Havelange.

Le président
(signé) P. Thomas.

Avis 30.283/2 de la section de législation du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 9 juin 2000, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "autorissant l'Université libre de Bruxelles et l'Université Gent" à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour suivre l'état vital des personnes qui ont collaboré à des enquêtes précédentes portant sur la relation entre le stress au travail, l'absentéisme au travail et les maladies cardio-vasculaires", a donné le 12 mars 2001 l'avis suivant :

Selon les explications fournies au Conseil d'Etat par le fonctionnaire délégué, le projet d'arrêté royal présentement examiné ne saurait se confondre avec l'arrêté royal du 8 février 1999 "autorissant l'Université libre de Bruxelles et l'Université Gent" à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour suivre l'état vital des personnes qui ont collaboré à des enquêtes précédentes portant sur la relation entre la forme physique, les facteurs de risque et les affections cardio-vasculaires" (1), sur lequel le Conseil d'Etat a donné le 6 juillet 1998 l'avis 27.010/2, parce que le projet présentement examiné porte sur le programme de recherche "Belstress" alors que le précédent se rapportait au programme "Monica".

Néanmoins, le problème soulevé par le projet dont est saisi aujourd'hui le Conseil d'Etat, est le même que celui qui était posé dans le projet devenu l'arrêté royal du 8 février 1999.

La question est de savoir si de tels arrêtés d'autorisation constituent des actes réglementaires qui, en application de l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, doivent être soumis à l'avis de celui-ci ou, au contraire, des actes à portée individuelle qui échappent au contrôle préalable du Conseil d'Etat.

Le règlement est habituellement défini comme étant un acte non législatif qui énonce une règle de droit, se caractérisant par sa portée obligatoire, impersonnelle et générale, en ce sens qu'il est susceptible de régir un nombre indéterminé de situations présentes et à venir répondant à ses prescriptions.

A examiner le contenu de l'arrêté en projet, on constate qu'aucune de ses dispositions ne constitue à proprement parler une règle obligatoire, impersonnelle et générale. Le texte en projet doit s'analyser comme un acte administratif unilatéral de portée individuelle qui ne produit des effets juridiques directs qu'à l'égard des universités de Bruxelles et de Gand.

Il n'établit, par lui-même, aucune norme réglementaire nouvelle. Il ne constitue qu'une application particulière à l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre, dans le respect des dispositions de cet arrêté royal, sans ajouter ni supprimer à la réglementation existante.

Si des tiers sont concernés par certaines dispositions du texte en projet, ils ne sont pas affectés directement par celles-ci, les conséquences de l'arrêté royal en projet étant organisées par un ensemble de textes légaux et réglementaires préexistants, et les droits éventuels qu'ils pourraient faire valoir ne découlant pas du texte en projet mais de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée et de ses arrêtés d'exécution.

De Commissie heeft geen bemerkingen bij deze bepaling.

Om deze redenen

brengt de Commissie, onder voorbehoud van de hiervoor gemaakte opmerkingen, in het bijzonder onder de nummers 3 en 4, een gunstig advies uit.

De secretaris,
(get.) M. H. Boulanger.

De voorzitter,
(get.) P. Thomas.

Advies 30.283/2 van de afdeling wetgeving van de Raad van State

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 juni 2000 door de Minister van Binnenlandse zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij de "Université libre de Bruxelles" en de Universiteit Gent gemachtigd worden mededeling te verkrijgen van bepaalde informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen om de levenstoestand te volgen van de personen die meegewerkt hebben aan vorige onderzoeken betreffende de relatie tussen stress op het werk, werkverzuim en hart- en vaatziekten", heeft op 12 maart 2001 het volgende advies gegeven :

Volgens de inlichtingen die de gemachtigde ambtenaar aan de Raad van State verstrekt heeft, kan het thans onderzochte ontwerp van koninklijk besluit niet worden verward met het koninklijk besluit van 8 februari 1999 "waarbij aan de Universiteit Gent en aan de "Université libre de Bruxelles" mededeling van sommige informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend voor de opvolging van de vitale status van personen die meegewerkt hebben aan vorige onderzoeken over het verband tussen fysische fitheid, risicofactoren en cardiovasculaire aandoeningen" (1), waarover de Raad van State op 6 juli 1998 advies nr. 27.010/2 heeft gegeven, omdat het nu onderzochte ontwerp betrekking heeft op het onderzoeksprogramma "Belstress", terwijl het vorige handelde over het onderzoeksprogramma "Monica".

Het probleem dat rijst bij het ontwerp dat thans ter fine van advies aan de Raad van State voorgelegd is, is niettemin hetzelfde als dat wat gerezen is bij het ontwerp dat het koninklijk besluit van 8 februari 1999 geworden is.

De vraag doet zich voor of zulk een machtigingsbesluit een verordening uitmaakt die krachtens artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State aan die Raad moeten worden voorgelegd of daarentegen een akte met individuele strekking vormt die ontkomt aan het voorafgaande onderzoek door de Raad van State.

Een verordening wordt gewoonlijk omschreven als een niet-wetgevende handeling die een rechtsregel geeft, welke gekenmerkt wordt door de bindende, onpersoonlijke en algemene strekking ervan, met dien verstande dat ze van toepassing kan zijn op een onbepaald aantal huidige en nog toekomstige situaties die voldoen aan hetgeen ze voorschrijft.

Uit het onderzoek van de inhoud van het ontworpen besluit blijkt dat geen enkele bepaling ervan een bindende, onpersoonlijke en algemene regel vormt. De ontworpen tekst dient te worden gezien als een eenzijdige administratieve handeling met individuele strekking die enkel rechtstreekse rechtsgevolgen heeft voor de universiteiten van Brussel en Gent.

Hij stelt uit zichzelf geen nieuwe, als regel geldende norm. Hij is louter een bijzondere toepassing van het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn, met naleving van de bepalingen van dat koninklijk besluit, zonder iets aan de bestaande regelgeving toe te voegen of af te doen.

In sommige bepalingen van de ontworpen regeling zijn weliswaar derden gemoeid, maar dezen zullen er geen rechtstreekse gevolgen van ondervinden, daar de implicaties van het ontworpen koninklijk besluit voortvloeiën uit een geheel van reeds bestaande wet- en verordeningsteksten en daar de rechten die zij mogelijk kunnen laten gelden, niet voortkomen uit de ontworpen tekst, maar uit de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer en uit de uitvoeringsbesluiten ervan.

En conclusion, le projet - comme l'arrêté royal du 8 février 1999 évoqué plus haut - ne revêt pas un caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et ne doit, dès lors, pas faire l'objet d'un avis de la section de législation.

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, conseiller d'Etat, président;

P. Lienardy, P. Quertainmont, conseillers d'Etat;

J. van Compernelle, assesseur de la section de législation,

Mme B. Vigneron, greffier,

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Brouwers, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lienardy.

Le greffier,

B. Vigneron.

Le président,

Y. Kreins.

—————
Note

(1) *Moniteur belge* du 15 juin 1999.

26 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté royal autorisant l'Université libre de Bruxelles et l'Université Gent à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour suivre l'état vital des personnes qui ont collaboré à des enquêtes précédentes portant sur la relation entre le stress au travail, l'absentéisme au travail et les maladies cardio-vasculaires

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 2, b), modifié par les lois des 19 juillet 1991 et 8 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment les articles 4, 5 et 7;

Vu la Recommandation du Conseil de l'Europe n° R (83) 10 du 23 septembre 1983 relative à la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins de recherche scientifique et de statistiques, notamment les points 3.1 et 3.2. de son annexe;

Vu la décision du 14 juillet 1998 par laquelle Notre Ministre de la Politique scientifique reconnaît comme étant d'intérêt scientifique les activités de recherche envisagées par l'Université libre de Bruxelles et par l'Université Gent pour l'exécution desquelles la communication d'informations du Registre national est sollicitée;

Considérant que du dossier circonstancié communiqué à Notre Ministre de l'Intérieur par l'Université libre de Bruxelles et par l'Université Gent, il ressort que les activités de recherche envisagées répondent en tous points aux conditions fixées par les articles 1^{er}, 3 et 5 de l'arrêté royal précité du 3 avril 1995;

Vu l'avis n° 31/99 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 24 novembre 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 mars 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'Université libre de Bruxelles et l'Université Gent sont autorisées à recevoir communication des informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 5° et 6° de la loi du 8 août 1983 dans la mesure

Tot slot kan worden gesteld dat het ontwerp - zoals het bovenvermelde koninklijk besluit van 8 februari 1999 - niet van verordenende aard is zoals bedoeld in artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, en derhalve niet om advies moet worden voorgelegd aan de afdeling wetgeving.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Y. Kreins, staatsraad, voorzitter;

P. Lienardy, P. Quertainmont, staatsraden,

J. van Compernelle, assessor van de afdeling wetgeving,

Mevr. B. Vigneron, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer P. Brouwers, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lienardy.

De griffier,

B. Vigneron.

De voorzitter,

Y. Kreins.

—————
Nota

(1) *Belgisch Staatsblad* van 15 juni 1999.

26 SEPTEMBER 2001. — Koninklijk besluit waarbij de "Université libre de Bruxelles" en de Universiteit Gent gemachtigd worden mededeling te verkrijgen van bepaalde informatieve gegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen om de levenstoestand te volgen van de personen die meegewerkt hebben aan vorige onderzoeken betreffende de relatie tussen stress op het werk, werkverzuim en hart- en vaatziekten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, tweede lid, b), gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991 en 8 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatieve gegevens die in dit register opgenomen zijn;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op de artikelen 4, 5 en 7;

Gelet op de Aanbeveling nr. R (83) 10 van 23 september 1983 van de Raad van Europa betreffende de bescherming van persoonsgegevens bestemd voor wetenschappelijk en statistisch onderzoek, inzonderheid op de punten 3.1 en 3.2 van de bijlage ervan;

Gelet op de beslissing van 14 juli 1998 waarbij Onze Minister van Wetenschapsbeleid het wetenschappelijk belang erkent van de door de "Université libre de Bruxelles" en de Universiteit Gent geplande onderzoeksactiviteit, waarvoor de mededeling van informatieve gegevens uit het Rijksregister gevraagd wordt;

Overwegende dat uit het omstandig dossier dat de "Université libre de Bruxelles" en de Universiteit Gent bezorgd hebben aan Onze Minister van Binnenlandse Zaken, blijkt dat de geplande onderzoeksactiviteiten op alle punten voldoen aan de voorwaarden die bepaald worden in de artikelen 1, 3 en 5 van het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995;

Gelet op het advies nr. 31/99 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 24 november 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 maart 2000;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De "Université libre de Bruxelles" en de Universiteit Gent worden gemachtigd om mededeling te verkrijgen van de informatieve gegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, 5° en 6° van de wet van

où elles concernent les personnes interrogées dans le cadre d'une activité de recherche portant sur la relation entre le stress au travail, l'absentéisme au travail et les maladies cardio-vasculaires (étude BELSTRESS).

L'utilisation des informations obtenues en communication du Registre national est autorisée, en ce qui concerne l'activité de recherche visée à l'alinéa 1^{er}, aux seules fins mentionnées ci-après :

1° a) pour permettre à "l'Université Gent" de vérifier l'état vital de 11 405 personnes qui, lors de l'enquête à laquelle elles ont été soumises au cours d'une période comprise entre 1995 et 1998, étaient âgées entre 35 et 59 ans;

b) pour permettre à l'Université libre de Bruxelles de vérifier l'état vital de 10 014 personnes qui, lors de l'enquête à laquelle elles ont été soumises au cours d'une période comprise entre 1995 et 1998, étaient âgées entre 35 et 59 ans;

2° pour pouvoir interroger les personnes visées au 1° sur l'évolution de leur état de santé et sur l'éventuelle apparition dans leur chef d'une maladie cardio-vasculaire;

3° pour vérifier si les personnes visées au 1° qui ne seraient plus en vie, sont décédées en raison d'une maladie cardio-vasculaire.

Les instruments d'interrogation qui sont utilisés en application du présent article, l'information écrite adressée aux personnes interrogées en application de l'article 2 ainsi que les lettres adressées aux médecins qui auront constaté le décès ou qui avaient ces patients sous traitement seront tenus à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée par les responsables de la recherche.

Art. 2. Les personnes visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, 1°, seront informées par écrit avant le début de l'enquête de la nature précise de celle-ci, de la dénomination exacte de l'organisme pour lequel l'activité de recherche est effectuée, des objectifs que celle-ci poursuit et des modalités selon lesquelles les informations recueillies seront traitées.

Les personnes visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, 1°, ainsi que les médecins qui ont constaté le décès des personnes déjà décédées seront informés qu'ils n'ont pas l'obligation de coopérer à l'enquête et qu'ils peuvent interrompre à tout moment leur coopération sans devoir en justifier les motifs.

Ils seront en outre informés du délai de conservation des données, visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, et du fait que les informations les concernant seront rendues anonymes.

Art. 3. La communication des informations du Registre national visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, est faite au Recteur de l'Université libre de Bruxelles et au Recteur de l'Université Gent.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} désignent nommément et par écrit, parmi les membres du personnel, selon le cas, du Laboratoire d'épidémiologie et de Médecine sociale de l'Université libre de Bruxelles et du "Vakgroep Maatschappelijke Gezondheidskunde" de l'Université Gent, ceux d'entre eux qu'elles autorisent à faire usage de ces informations dans le cadre de leur activité de recherche, aux seules fins énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

Les personnes autorisées à faire usage des informations du Registre national souscrivent une déclaration aux termes de laquelle elles s'engagent à respecter la sécurité et la confidentialité de ces informations.

Art. 4. Les informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° et 5°, de la loi précitée du 8 août 1983 ne peuvent être conservées, en ce qui concerne les personnes décédées, que durant le temps nécessaire pour mettre l'information ayant trait au lieu et à la date du décès en relation avec les données à caractère scientifique de l'enquête, et en ce qui concerne les autres personnes, que durant le temps nécessaire pour les contacter en vue de leur envoyer un questionnaire.

Sans préjudice de la disposition de l'alinéa 1^{er}, les informations obtenues du Registre national en application de l'article 1^{er} doivent être effacées ou détruites au plus tard le 30 septembre 2002.

Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérées comme des tiers pour l'application de l'alinéa précédent, les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ou leurs représentants légaux.

8 augustus 1983 voor zover zij betrekking hebben op de personen die ondervraagd worden in het kader van een onderzoeksactiviteit betreffende de relatie tussen stress op het werk, werkverzuim en hart- en vaatziekten (BELSTRESS studie).

Het gebruik van de informatiegegevens verkregen door mededeling uit het Rijksregister is, wat de in het eerste lid bedoelde onderzoeksactiviteit betreft, uitsluitend toegelaten voor de hierna vermelde doelstellingen :

1° a) om het voor de Universiteit Gent mogelijk te maken de levenstoestand van 11 405 personen na te gaan die, tijdens het onderzoek waaraan zij onderworpen werden in de periode tussen 1995 en 1998, tussen 35 en 59 jaar waren;

b) om het voor de "Université libre de Bruxelles" mogelijk te maken de levenstoestand van 10 014 personen na te gaan die, tijdens het onderzoek waaraan zij onderworpen werden in de periode tussen 1995 en 1998, tussen 35 en 59 jaar waren;

2° om de in 1° bedoelde personen te kunnen ondervragen over de evolutie van hun gezondheidstoestand en over het eventuele uitbreken van een hart- en vaatziekte;

3° om na te gaan of de personen bedoeld in 1° die overleden zouden zijn, overleden zijn door een hart- en vaatziekte.

De ondervragingsinstrumenten die gebruikt worden krachtens dit artikel, de schriftelijke informatie die opgestuurd wordt aan de ondervraagde personen krachtens artikel 2, evenals de brieven gericht aan de geneesheren die het overlijden vastgesteld hebben of die deze patiënten behandelden, dienen door de verantwoordelijke van het onderzoek ter beschikking gehouden te worden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 2. De in artikel 1, tweede lid, 1°, bedoelde personen zullen vóór de aanvang van het onderzoek schriftelijk op de hoogte gebracht worden van de precieze aard daarvan, van de juiste benaming van de instelling waarvoor de onderzoeksactiviteit uitgevoerd wordt, van de doelstellingen ervan, en van de wijze waarop de verkregen informatie verwerkt zal worden.

De in art. 1, tweede lid, 1°, bedoelde personen alook de geneesheren die het overlijden van de reeds overleden personen hebben vastgesteld, zullen ervan worden in kennis gesteld dat zij niet verplicht zijn, mede te werken aan het onderzoek en dat zij hun medewerking op ieder moment kunnen stopzetten, zonder hiervoor een wettiging te moeten geven.

Bovendien worden zij op de hoogte gesteld van de termijn van bewaring van de gegevens, bedoeld in artikel 4, eerste lid, en van het feit dat de informatie die op hen betrekking heeft, anoniem weergegeven zal worden.

Art. 3. De mededeling van de informatiegegevens uit het Rijksregister die bedoeld worden in artikel 1, eerste lid, wordt gedaan aan de Rector van de "Université libre de Bruxelles" en aan de Rector van de Universiteit Gent.

De in het eerste lid bedoelde personen wijzen onder de personeelsleden, naargelang van het geval, van het "Laboratoire d'épidémiologie et de Médecine sociale" van de "Université libre de Bruxelles" en van de Vakgroep Maatschappelijke Gezondheidskunde van de Universiteit Gent, bij naam en schriftelijk de personen aan die zij machtigen om gebruik te maken van deze informatie in het kader van hun onderzoeksactiviteit, uitsluitend voor de doeleinden die opgesomd zijn in artikel 1, tweede lid.

De personen die gemachtigd worden om gebruik te maken van de informatiegegevens van het Rijksregister ondertekenen een verklaring volgens welke zij zich ertoe verbinden de veiligheid en de vertrouwelijkheid van die informatiegegevens na te leven.

Art. 4. De informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° en 5°, van de voormelde wet van 8 augustus 1983 mogen, wat de overleden personen betreft, uitsluitend bewaard worden gedurende de tijd die nodig is om de informatie betreffende de plaats en datum van het overlijden in verband te brengen met de gegevens van wetenschappelijke aard van het onderzoek, en wat de andere personen betreft, mogen zij uitsluitend bewaard worden gedurende de tijd die nodig is om contact met hen op te nemen om hen een vragenlijst te sturen.

Onverminderd de bepaling van het eerste lid, moeten de informatiegegevens die krachtens artikel 1 verkregen worden uit van het Rijksregister, ten laatste op 30 september 2002 uitgewist of vernietigd worden.

Zij mogen niet meegedeeld worden aan derden.

Voor de toepassing van het vorige lid worden de natuurlijke personen waarop deze informatiegegevens betrekking hebben, of hun wettelijke vertegenwoordigers, niet als derden beschouwd.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
Ch. PICQUE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, en Onze Minister Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Ch. PICQUE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

F. 2001 — 3573

[C — 2001/01122]

26 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté royal organisant l'accès aux informations et l'usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques dans le chef de la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la Société nationale des Chemins de fer belges

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la Société nationale des Chemins de fer belges à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification.

Le fondement légal de l'arrêté en projet est constitué, pour ce qui concerne l'accès aux informations, par l'article 5, alinéa 2, a), et pour ce qui concerne l'utilisation du numéro d'identification, par l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

La Société nationale des Chemins de fer belges, en abrégé S.N.C.B., jouit de la personnalité juridique en vertu de la loi du 23 juillet 1926 qui l'a initialement créée sous la forme d'une entreprise à gestion mixte, à savoir "un organisme constitué par les pouvoirs publics pour gérer un service public ou un service d'intérêt général en faisant appel à la collaboration de particuliers tant pour la souscription du capital que pour la direction de la société" (1).

La S.N.C.B. a été classifiée parmi les entreprises publiques autonomes par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

En application des articles 37 et 38, § 3, de la loi précitée du 21 mars 1991, les entreprises publiques autonomes peuvent adopter la forme de société anonyme de droit public par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

La S.N.C.B. a été transformée en société anonyme de droit public par l'article 13 de l'arrêté royal du 30 septembre 1992 portant approbation du premier contrat de gestion de la Société nationale des Chemins de fer belges et fixant des mesures relatives à cette Société.

Les missions de la S.N.C.B. doivent être considérées comme des missions de service public, en vertu de l'article 156 de la loi précitée du 21 mars 1991.

Ces missions comprennent :

1° le transport intérieur de voyageurs assuré par les trains du service ordinaire;

2° l'acquisition, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'infrastructure;

3° les prestations que la Société est tenue de fournir pour les besoins de la Nation.

La S.N.C.B. doit par conséquent être considérée comme un organisme de droit belge qui remplit des missions d'intérêt général et qui peut être autorisé à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification de ces personnes au Registre national en application de l'article 5, alinéa 2, a), et de l'article 8 de la susdite loi du 8 août 1983.

N. 2001 — 3573

[C — 2001/01122]

26 SEPTEMBER 2001. — Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de afdeling Pensioenen van de directie van het Personeel en Sociale Zaken van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de afdeling Pensioenen van de directie van het Personeel en Sociale Zaken van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen te machtigen toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken.

De rechtsgrond van het ontworpen besluit wordt gevormd, wat de toegang tot de informatiegegevens betreft, door artikel 5, tweede lid, a), en wat het gebruik van het identificatienummer betreft, door artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, afgekort N.M.B.S., geniet rechtspersoonlijkheid krachtens de wet van 23 juli 1926, die haar oorspronkelijk heeft opgericht als een onderneming met gemengd beheer, te weten "een door de openbare overheid tot stand gebracht organisme dat een openbare dienst of een dienst van algemeen belang waarneemt en dat, zowel wat de samenstelling van het kapitaal als wat het beheer van de onderneming betreft, een beroep doet op de medewerking van particulieren" (1).

De N.M.B.S. werd door de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven.

Met toepassing van de artikelen 37 en 38, § 3, van de voormelde wet van 21 maart 1991, kunnen de autonome overheidsbedrijven de vorm aannemen van een naamloze vennootschap van publiek recht bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

De N.M.B.S. werd omgevormd tot een naamloze vennootschap van publiek recht door artikel 13 van het koninklijk besluit van 30 september 1992 houdende goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en tot vaststelling van maatregelen met betrekking tot deze Maatschappij.

De opdrachten van de N.M.B.S. moeten worden beschouwd als opdrachten van openbare dienst, krachtens artikel 156 van de voormelde wet van 21 maart 1991.

Deze opdrachten omvatten :

1° het binnenlands vervoer van reizigers met treinen van de gewone dienst;

2° het verwerven, de aanleg, het onderhoud, het beheer en de exploitatie van de infrastructuur;

3° de prestaties die de Maatschappij moet leveren voor de behoeften van de Natie.

De N.M.B.S. dient derhalve te worden beschouwd als een instelling van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervult en waaraan, met toepassing van artikel 5, tweede lid, a), en artikel 8 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, toegang kan worden verleend tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en die kan worden gemachtigd het identificatienummer van die personen bij het Rijksregister te gebruiken.